



Communiqué de l'USP du 24 juillet 2026

Santé : l'État pyromane !

C'est l'été. Une partie des français est en congé, les postes de radio sont débranchés. Si l'actualité reste préoccupante pour beaucoup, ce sont les feux, les canicules successives, la sécheresse et le pouvoir d'achat, qui polarisent toute l'attention des citoyens.

Pendant ce temps-là, les « économies » budgétaires sur la santé se profilent à grand pas, en douce mais pas en douceur. Le 23 juillet, la ministre de la Santé annonce un doublement des franchises médicales d'ici fin 2026, par décret, avant le débat sur le PLFSS. Dès lors, ce seront 200 € annuels qui resteront à charge des patients, au lieu de 100 €, pour l'achat de médicaments, pour leurs consultations médicales, paramédicales et examens complémentaires. 1 % de l'AAH, cela a l'air de rien, mais quand on touche environ 1 000 € par mois, 10 €, ce n'est pas rien, quand les prix flambent.

Sans compter la possible hausse du ticket modérateur ou encore le déremboursement de médicaments.

Ces prétendues économies, c'est plus de précarité, plus de fragilité, plus de renoncement aux soins, une dégradation de la santé, notamment des classes populaires. Et pendant ce temps-là, les ultra-riches font de vraies économies fiscales. C'est un vrai programme politique qui conforte celui de l'alliance des droites et du centre, avec la destruction de tout ce que le CNR a pu soutenir.

Dans les hôpitaux, le médicosocial, le social, les grèves se multiplient depuis plusieurs mois. Les moyens budgétaires de la santé et du social, insuffisants au regard des besoins, réduits, quand ils ne sont pas coupés, étouffent les professionnels, toujours plus empêchés de travailler, de soigner leurs concitoyens.

De nouveaux mouvements sociaux s'annoncent pour la rentrée. À l'évidence, le gouvernement veut leur couper l'herbe sous le pied et mettre les français au régime sec pendant que la terre brûle.

Attention à la gronde. Les français savent ce qu'ils ne veulent pas. Ni la peste brune, ni le choléra capitaliste néolibéral.

Charles-Olivier Pons, président
Delphine Glachant, vice-présidente
Pierre Paresys, vice-président